

Pérou : un ancien ministre et deux congressistes se voient interdire la sortie du pays



Lima, 5 juin (RHC) L'ancien ministre péruvien des Transports, Juan Silva, s'est vu interdire la sortie du pays, tout comme les parlementaires Raúl Doroteo et Darwin Espinosa, tous trois faisant l'objet d'une enquête pour corruption éventuelle.

La mesure qui sera en vigueur pendant trois ans pour Silva, sera de neuf mois pour Doroteo Espinosa et a été ordonnée par la Cour suprême d'instruction préparatoire.

La mesure a pour but de garantir le développement des procédures et la présence des trois personnes dans l'enquête ouverte pour les délits présumés de collusion et d'appartenance à une organisation criminelle.

Le ministère public avait demandé la même détention préventive pour les législateurs Elvis Vergara, Juan Carlos Mori, Jorge Flores et Ilich López, mais le tribunal l'a refusée dans ces cas.

Lors de l'audience, au cours de laquelle le Bureau du Procureur a expliqué les fondements de sa demande, l'ancien ministre Silva l'a acceptée, c'est-à-dire qu'il n'a ni avancé des arguments contre ni s'y est opposé.

L'affaire concerne également l'ancien secrétaire du président Pedro Castillo, Bruno Pacheco, qui est en fuite et affirme que la détention provisoire ordonnée à son encontre est injuste et abusive, raison pour laquelle il refuse de se livrer aux autorités.

Fry Vásques et Gian Marco Castillo, tous deux neveux du chef d'État, ainsi que les hommes d'affaires Zamir Villaverde, en prison, et Karelím López, en liberté sont également concernés par l'affaire.

Vilalverde et López ont incriminé le président Pedro Castillo, qui rejette l'accusation, bien que le procureur général, Pablo Sánchez, ait inclus le président dans l'enquête, dimanche dernier.

La mesure a intensifié les appels de l'opposition à la démission de Pedro Castillo et a provoqué une marche de milliers de manifestants contre le président dans le centre-ville.

Les marcheurs ont tenté d'atteindre la place centrale San Martín, bien qu'ils n'aient pas reçu d'autorisation pour atteindre ce point, où des forces politiques progressistes se sont rassemblées pour exprimer leur rejet d'un espace qui a traditionnellement été le théâtre de manifestations de gauche.

Lorsque les opposants ont tenté d'atteindre la place, ils ont été agressés avec des grenades lacrymogènes par une barrière de police qui leur bloquait le passage.

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/289815-perou-un-ancien-ministre-et-deux-congressistes-se-voient-interdire-la-sortie-du-pays>



Radio Habana Cuba